

Mesdames, Messieurs des organisations de la société civile,
Mesdames, Messieurs des Pouvoirs de l'Etat,
Mesdames, Messieurs du monde diplomatique,
Chers participants,

Le Comité Initiateur de la séance de ce matin, à savoir :

Le Centre d'analyse et de recherche en droits de l'Homme (CARDH), dirigé par Me. **Gédéon JEAN**
Le Conseil Haïtien des Acteurs Non Etatiques (CONHANE), dirigé par M. **Edouard PAULTRE**
Le Réseau National de Défense des Droits Humains (RNDDH), dirigé par M. **Pierre ESPERANCE**
La plateforme des Organisations Haïtiennes de Défense des Droits Humains (POHDDH) dirigé par **Maxine RONY**
La Commission Episcopale Justice et Paix (CE-JILAP), dirigé par Mme. **Jocelyne COLAS-NOEL**
Le Centre de Recherche et de Formation Economique et Sociale pour le développement (CRESFED), dirigé par Mme. **Suzy CASTOR**
Le Centre œcuménique des Droits Humains (CEDH), dirigé par Mme. **Sylvie BAJEUX**
Le « Sant Karl Lévêque », dirigé par le **Père MAISONNEUVE**
Et LE **COLLECTIF 4 DECEMBRE** dont je suis le Coordonnateur Général, Vous souhaite la plus cordiale bienvenue.

Mesdames, Messieurs,

La Corruption et ses répercussions néfastes sur nos conditions d'existence déchirent profondément notre tissu social déjà considérablement affecté par d'autres maux. Ce fléau qu'est la corruption s'est installé dans notre pays en maitre et seigneur.

Aujourd'hui, il ne s'agit pas seulement d'attirer l'attention de la nation sur les méfaits de la corruption, d'indiquer du doigt des responsables, d'accuser telle institution défailante. Il s'agit de réclamer la reddition de comptes de ceux qui ont dilapidé les caisses de l'Etat quelque soit leur appartenance idéologique ou leur famille politique. Que ceux qui, dans un irrespect complet ont volé, rendent compte!!! Que ceux qui, dans un irrespect insolent nous ont trompé, soient traduits en justice dans le meilleur délai!!!

Face à cette dilapidation des Fonds Petro Caribe; face à cet irrespect insoutenable envers un peuple dans la misère, la partie saine de notre population a décidé de prendre position et de se jeter dans cette gigantesque bataille contre cette corruption ignoble. Aujourd'hui, il faut que chaque citoyen sache et comprenne l'étendue de ce mal. Aujourd'hui, les 8 organisations de défense des droits de l'Homme et LE COLLECTIF DU 4 DECEMBRE ont décidé de permettre à la nation de savoir ce qui se trame autour du dossier dit « DOSSIER PETRO CARIBE ».

En effet, certains sénateurs de la République d'Haïti ont eu le mal courage de mener une enquête, de rédiger et soumettre au risque que cela leur revienne comme un boomerang, des rapports qui pour l'instant sont en « analyse » à certains niveaux de l'Etat qui l'affublent de tous les qualificatifs.

D'aucuns les accusent de persécution politique, d'autres les caractérisent de rapports farfelus alors que d'autres les considèrent comme des rapports biaisés et truffés de mensonges. Bref. Mais NOUS en tant que citoyens, que savons-nous de ces rapports des sénateurs ?

Nous avons l'avantage de recevoir, aujourd'hui, les sénateurs qui ont mené les enquêtes et préparé les 2 rapports. Nous les remercions d'avoir répondu à notre invitation pour nous présenter de façon détaillée ces rapports qui nous concernent tous.

A l'issue de leur présentation et de leurs réponses aux questions qui fuseront de tout l'auditoire, nous aurons 4 intervenants de la société civile qui présenteront les thèmes tels que stipulés dans l'agenda qui vous a été remis.

Bonne journée et merci.

Jean-Robert Argant

14 mars 2018